

Service Santé et Protection des Animaux et de
l'Environnement
2 boulevard de Strasbourg
CS 70010
Cité Marianne - BÂTIMENT E
59046 Lille

Lille, le 25/06/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 21/05/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

EARL POUTRAIN

5 rue des Liniers
59 258 Crèvecœur-Sur-L'escaut

Références : 2025- 03862
Code AIOT : 0055900446

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 21/05/2025 dans l'établissement EARL POUTRAIN implanté "Le Paradis", chemin du calvaire 59258 Crèvecœur-sur-l'Escaut. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- EARL POUTRAIN
- "Le Paradis", chemin du calvaire 59258 Crèvecœur-sur-l'Escaut
- Code AIOT : 0055900446
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

L'EARL POUTRAIN est une exploitation agricole à responsabilité limitée. Elle est autorisée au titre de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 11 mars 1996 et de l'arrêté préfectoral de prescriptions complémentaires du 24 mars 2009 à exploiter un atelier d'élevage de 42 900 emplacements pour volailles.

Rapport de l'inspection des installations classées

Propositions à l'issue de la visite

À l'issue de la visite d'inspection du 21/05/2025 de l'établissement EARL POUTRAIN situé à "Le Paradis", chemin du calvaire à Crèvecœur-sur-l'Escaut (59 258), les constats établis et explicités dans la partie « Contexte et constats » du rapport amènent l'inspection des installations classées à formuler à Monsieur le Préfet les propositions suivantes.

Au regard des constats réalisés durant la visite d'inspection, il n'est pas proposé de suites administratives.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Les conclusions MTD	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 42	Sans objet
2	Validité de l'arrêté préfectoral d'autorisation	Code de l'environnement du 08/07/2024, article R512-74	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les bâtiments ne sont pas exploités actuellement. Afin de maintenir validité de l'arrêté préfectoral l'autorisant à exploiter son atelier d'élevage, l'EARL POUTRAIN doit introduire des animaux dans les bâtiments avant octobre 2026. Dans le cas contraire, il peut notifier au préfet la cessation d'activité, conformément à l'article R.512-39-1 du Code de l'environnement.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Les conclusions MTD

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 42
Thème(s) : Élevage, Installations classées au titre de la rubrique 3660
Prescription contrôlée : I. L'exploitant d'une installation autorisée avant la parution des conclusions MTD transmet le dossier de réexamen prévu à l'article R. 515-71 du code de l'environnement au plus tard : - le 21 avril 2018 pour les installations dont le numéro de SIRET se termine par un chiffre impair ; - le 21 février 2019 pour les autres installations. A cette fin, l'exploitant renseigne les informations nécessaires sur le site de téléservice (http://www.elevage-ied.developpement-durable.gouv.fr/) mis en ligne par le ministère en charge de l'environnement. L'exploitant choisit sur ce site de téléservice les meilleures techniques disponibles qu'il s'engage à mettre en œuvre. Lorsque cela est nécessaire, il précise et justifie ces techniques. II. Au plus tard le 21 février 2021, « l'exploitant d'une installation visée au I met en œuvre les meilleures techniques disponibles applicables aux installations mentionnées au I. ». Sans préjudice des dispositions de l'article L. 181-14 du code de l'environnement, l'installation respecte les niveaux d'émission. L'exploitant met en œuvre des dispositions de surveillance notamment des émissions et des consommations répondant aux exigences des conclusions sur les meilleures techniques disponibles pour l'élevage intensif de volailles ou de porcs susvisés.
Constats : L'inspection a constaté que les bâtiments sont vides. Selon l'exploitante madame POUTRAIN, ils ne sont pas exploités depuis le décès de son mari en septembre 2023. Du fait de l'arrêt d'activité, l'inspection n'a pas été en mesure de vérifier l'application des MTD sur lesquelles l'exploitant s'est positionné concernant ses activités d'élevage.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Considérant que les bâtiments sont vides et non exploités, l'inspection n'a pas pu se prononcer sur la conformité de l'installation aux MTD applicables aux activités d'élevage. L'inspection demande à l'exploitant, une fois les bâtiments remis en exploitation, de mettre en œuvre l'ensemble des mesures permettant de respecter les MTD qu'il s'est engagé à respecter.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Validité de l'arrêté préfectoral d'autorisation,

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 08/07/2024, article R512-74
Thème(s) : Situation administrative, Dispositions générales
Prescription contrôlée : II. - En application de l'article L. 512-19, sauf cas de force majeure ou de demande justifiée et acceptée de prorogation de délai, l'arrêté d'autorisation, l'arrêté d'enregistrement ou la déclaration cesse de produire effet lorsque l'exploitation a été interrompue pendant plus de trois années consécutives, à la suite d'un constat de l'inspection des installations classées ou d'une information de l'exploitant. Le préfet peut alors mettre en demeure l'exploitant de procéder à la cessation d'activité de son installation, ou de la partie concernée de son installation, au sens de l'article R. 512-75-1. Le projet d'arrêté de mise en demeure est communiqué préalablement par le préfet à l'exploitant qui dispose d'un mois pour présenter ses observations éventuelles par écrit.

Constats :

L'inspection a constaté que les bâtiments étaient vides. Selon Madame POUTRAIN, ils ne sont plus exploités depuis le décès de son mari en septembre 2023.

L'inspection rappelle à l'exploitant que, s'il souhaite poursuivre l'exploitation de son atelier d'élevage et maintenir la validité de l'arrêté préfectoral l'y autorisant, il doit introduire des animaux dans les bâtiments avant octobre 2026. Dans le cas contraire, il peut notifier au préfet la cessation d'activité, conformément à l'article R.512-39-1 du Code de l'environnement. Conformément à l'article R.512-74 du Code de l'environnement, et considérant que l'interruption de l'exploitation n'a pas excédé trois années, l'arrêté préfectoral du 24 mars 2009 autorisant l'EARL POUTRAIN à exploiter un élevage de 42 900 volailles demeure en vigueur.

L'inspection a rappelé à Madame POUTRAIN que son arrêté d'autorisation pourrait cesser de produire effet si l'exploitation de l'atelier d'élevage de volailles est interrompue pendant plus de trois années consécutives.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'inspection rappelle à l'exploitant que, s'il souhaite poursuivre l'exploitation de son atelier d'élevage et maintenir la validité de l'arrêté préfectoral l'y autorisant, il doit introduire des animaux dans les bâtiments avant octobre 2026. Dans le cas contraire, il peut notifier au préfet la cessation d'activité, conformément à l'article R.512-39-1 du Code de l'environnement.

Type de suites proposées : Sans suite

